

The Arab reaction

29 Nov 1947

VOLUMES 1-2: 1947-1974

I. FROM MANDATE TO INDEPENDENCE

9. The Arab reaction

Immediately after the adoption of Resolution 181 (II), Arab delegates declared their opposition to partition and their determination to fight it by force if necessary. Below are several of their declarations:

H. R. H. Amir Faisal al Saud (Saudi Arabia)

We came to the General Assembly filled with hope that both the large and small nations would direct their efforts towards the elevation of moral standards. We came here filled with hope that all nations would unanimously respect and uphold human rights and justice, and that this Organisation would be an instrument for establishing international peace and security. At the same time, we had hoped that it would afford a sound basis for mutual understanding among all peoples. But alas! Today's resolution has dissipated our hopes.

We have pledged ourselves before God and history to fulfil the Charter in good faith, thereby respecting human rights and repelling aggression. However, today's resolution has destroyed the Charter and all the covenants preceding it.

We have felt, like many others, the pressure exerted on various representatives of this Organisation by some of the big Powers in order that the vote should be in favour of partition. For these reasons, the Government of Saudi Arabia registers, on this historic occasion, the fact that it does not consider itself bound by the resolution adopted today by the General Assembly. Furthermore, it reserves to itself the full right to act freely in whatever way it deems fit, in accordance with the principles of right and justice. My Government holds responsible those parties that hampered all means of co-operation and understanding.

La réaction arabe (au plan de partage)

29 nov 1947

VOLUMES 1-2 : 1947-1974

I. DU MANDAT À L'INDÉPENDANCE

9. La réaction arabe

Immédiatement après l'adoption de la Résolution 181 (II), les délégués arabes ont déclaré leur opposition à la partition et leur détermination à la combattre par la force si nécessaire. Vous trouverez ci-dessous plusieurs de leurs déclarations :

H. R. H. Amir Faisal al Saud (Arabie saoudite)

Nous sommes venus à l'Assemblée générale remplis d'espoir que les grandes et les petites nations orienteraient leurs efforts vers l'élévation des normes morales. Nous sommes venus ici remplis d'espoir que toutes les nations respecteraient et défendraient unanimement les droits de l'homme et la justice, et que cette Organisation serait un instrument pour établir la paix et la sécurité internationales. Dans le même temps, nous avons espéré qu'il fournirait une base solide pour la compréhension mutuelle entre tous les peuples. Mais hélas ! La résolution d'aujourd'hui a dissipé nos espoirs.

Nous nous sommes engagés devant Dieu et devant l'histoire à respecter la Charte de bonne foi, en respectant les droits de l'homme et en repoussant les agressions. Cependant, la résolution d'aujourd'hui a détruit la Charte et tous les pactes qui l'ont précédée.

Nous avons ressenti, comme beaucoup d'autres, la pression exercée sur divers représentants de cette Organisation par certaines des grandes puissances pour que le vote soit en faveur de la partition. Pour ces raisons, le Gouvernement saoudien constate, en cette occasion historique, qu'il ne se considère pas lié par la résolution adoptée aujourd'hui par l'Assemblée générale. En outre, elle se réserve le plein droit d'agir librement de la manière qu'elle juge appropriée, conformément aux principes du droit et de la justice. Mon gouvernement tient pour responsables les parties qui ont entravé tous les moyens de coopération et de compréhension.

Mr. Jarnali (Iraq)

In San Francisco we had high hopes for the world. Today, those hopes are shattered. We always thought that, after all, humanity was a bulwark of peace and a bulwark of justice. Today, that faith is destroyed. We did our best during the last few weeks to expound the spirit and the letter of the Charter and apply it to Palestine. The fact that we failed to win your support is not the result of a lack of good will on the part of the members of this Assembly. It was not due to a lack of understanding and appreciation on the part of most of you. On the contrary, we understand very well that it was great pressure and great influence that worked itself through UNSCOP, through the Ad Hoc Committee and through the General Assembly to direct the matter in a course which led to this conclusion.

We believe that the decision which we have now taken is a very serious one. It is one that undermines peace, justice and democracy. In the name of my Government, I wish to state that it feels that this decision is anti-democratic, illegal, impractical and contrary to the Charter. It contradicts the spirit and letter of the Charter. Therefore, in the name of my Government, I wish to put on record that Iraq does not recognise the validity of this decision, will reserve freedom of action towards its implementation, and holds those who were influential in passing it against the free conscience of mankind responsible for the consequences.

M. Jarnali (Iraq)

A San Francisco, nous avions de grands espoirs pour le monde. Aujourd'hui, ces espoirs sont brisés. Nous avons toujours pensé qu'après tout, l'humanité était un rempart de paix et un rempart de justice. Aujourd'hui, cette foi est détruite. Nous avons fait de notre mieux ces dernières semaines pour expliquer l'esprit et la lettre de la Charte et l'appliquer à la Palestine. Le fait que nous n'ayons pas obtenu votre soutien n'est pas le résultat d'un manque de bonne volonté de la part des membres de cette Assemblée. Ce n'était pas dû à un manque de compréhension et d'appréciation de la part de la plupart d'entre vous. Au contraire, nous comprenons très bien que c'est une grande pression et une grande influence qui s'est exercée par l'intermédiaire de l'UNSCOP, du Comité spécial et de l'Assemblée générale pour diriger la question dans une voie qui a abouti à cette conclusion.

Nous pensons que la décision que nous venons de prendre est très sérieuse. C'en est une qui mine la paix, la justice et la démocratie. Au nom de mon gouvernement, je tiens à dire qu'il estime que cette décision est antidémocratique, illégale, peu pratique et contraire à la Charte. Elle contredit l'esprit et la lettre de la Charte. C'est pourquoi, au nom de mon gouvernement, je tiens à dire publiquement que l'Iraq ne reconnaît pas la validité de cette décision, qu'il se réserve la liberté d'action pour sa mise en œuvre et qu'il tient responsables de ses conséquences ceux qui ont exercé une influence sur son adoption contre la libre conscience de l'humanité.

Amir Arslan (Syria)

Even before the Assembly took this decision, I think that most of the delegations had suspected a dictatorial attitude. It is useless to speak about it at length, but as it is customary to allow those condemned to death to speak freely to their executioners, we shall address ourselves to ours.

Gentlemen, the Charter is dead. But it did not die a natural death; it was murdered, and you all know who is guilty.

My country will never recognise such a decision. It will never agree to be responsible for it. Let the consequences be on the heads of others, not on ours.

H. R. H. Prince Seif El Islam Abdullah (Yemen)

The Yemen delegation has stated previously that the partition plan is contrary to justice and to the Charter of the United Nations. Therefore, the Government of Yemen does not consider itself bound by such a decision for it is contrary to the letter and spirit of the Charter. The Government of Yemen will reserve its freedom of action towards the implementation of this decision.

Amir Arslan (Syrie)

Avant même que l'Assemblée ne prenne cette décision, je pense que la plupart des délégations avaient soupçonné une attitude dictatoriale. Il est inutile d'en parler longuement, mais comme il est d'usage de permettre aux condamnés à mort de parler librement à leurs bourreaux, nous nous adresserons aux nôtres.

Messieurs, la Charte est morte. Mais elle n'est pas morte d'une mort naturelle ; elle a été assassinée, et vous savez tous qui est coupable.

Mon pays ne reconnaîtra jamais une telle décision. Il n'acceptera jamais d'en être responsable. Que les conséquences soient sur la tête des autres, pas sur la nôtre.

H. S.A.S. le Prince Seif El Islam Abdullah (Yémen)

La délégation yéménite a déclaré précédemment que le plan de partage est contraire à la justice et à la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement yéménite ne se considère donc pas lié par une telle décision car elle est contraire à la lettre et à l'esprit de la Charte. Le gouvernement du Yémen se réserve la liberté d'action pour la mise en œuvre de la présente décision.